

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



Prestation d'organisation événementielle et prestations associées

Procédure adaptée

N° de procédure :

P2523-PA-DGRM

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| DEFINITIONS..... | 3 |
| ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L’ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 3 – FORME DE L’ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L’ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 5 –MONTANT ESTIME DE L’ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 6 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE..... | 6 |
| ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE..... | 6 |
| ARTICLE 8 – PRESTATION SIMILAIRE | 7 |
| ARTICLE 9 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE | 7 |
| ARTICLE 10 – PROLONGATION, MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET D’EXECUTION | 7 |
| ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES | 8 |
| ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 12 |
| ARTICLE 13 – CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE | 13 |
| ARTICLE 14 – SUIVI ET CONTROLE DU MARCHE PUBLIC | 14 |
| ARTICLE 15 – PENALITE DE RETARD..... | 14 |
| ARTICLE 16 – PRIX DES PRESTATIONS | 15 |
| ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER | 16 |
| ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE | 17 |
| ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE..... | 18 |
| ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES..... | 18 |
| ARTICLE 21 – RESILIATION | 18 |
| ARTICLE 22 – LITIGES | 19 |
| ARTICLE 23 – CONFLIT D’INTERETS | 19 |
| ARTICLE 24 – CLAUSE DE REEXAMEN | 20 |
| ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS..... | 20 |

Ce document comporte 20 pages.

DEFINITIONS

Chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« **Accord-cadre** » : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code la commande publique et l'article L. 224-12 du Code de la sécurité sociale. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

« **Bons de commande** » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« **Marchés subséquents** » : désigne-le ou les marchés passés sur le fondement du présent accord-cadre à conclure entre l'ACOSS et le titulaire.

« **Pouvoir adjudicateur ou ACOSS** » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 8 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex

Le « Titulaire » : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

Les « organismes bénéficiaires » : Les URSSAF dont la liste est communiquée en annexe du CCTP et qui sont bénéficiaires des prestations commandées par l'ACOSS dans le cadre du présent accord cadre.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'organisation événementielle et prestations associées pour les besoins de l'ACOSS (réservations et suivi des traiteurs, hébergements, locations de salle et accompagnement générale à l'organisation événementielle).

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

Cette procédure est centralisée par l'ACOSS pour le compte des organismes locaux de la branche du Recouvrement.

Cette coordination des besoins est prévue par l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité Sociale, aux termes duquel « *les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale peuvent passer, pour leur propre compte, celui des organismes locaux et celui des agences régionales de santé, des marchés ou des accords-cadres* ».

ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre public est un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

En cas d'accord-cadre à bons de commandes

Pour la partie des prestations exécutées par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, le présent accord-cadre qui est conclu entre le titulaire et l'ACOSS définit toutes les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution desdites prestations.

Après la conclusion de l'accord-cadre, les sites de l'ACOSS désireux de commander les prestations objet de la présente opération, passeront des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R2162-14 du code précité, les bons de commande seront émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre. Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre seront notifiés au titulaire par chacun des sites, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

En cas d'accord-cadre à marchés subséquents

Pour la partie des prestations exécutées par la conclusion de marchés subséquents, conformément aux dispositions des articles R2162-7 à R2162-12 du code précité, le présent accord-cadre qui est conclu entre le titulaire et l'ACOSS ne détaillera pas l'ensemble des stipulations contractuelles, notamment techniques et financières qui sera précisé dans chacun des marchés subséquents conclus.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'ACOSS, lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passera auprès du titulaire des bons de commande ou des marchés subséquents en précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Les bons de commande sont passés au fur et à mesure de la survenance du besoin, tandis que les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence selon les modalités du présent accord-cadre.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

En cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé par l'attributaire ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2523-PA-DGRM dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2523-PA-DGRM dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics pour les fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre financière de l'attributaire (formalisée dans le cadre de réponse financier) ;
- le mémoire technique de l'attributaire (formalisé dans le cadre de réponse technique) ;
- le marché subséquent, ainsi que l'offre technique remise.

Si l'attributaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

L'attributaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 25 du présent CCAP.

ARTICLE 5 –MONTANT ESTIME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum, mais avec un montant maximum qui s'élève à 2 007 500 € HT soit 2 409 000 € TTC pour toute la durée de l'accord-cadre.

Le montant de l'accord-cadre est estimé pour toute la durée de l'accord cadre, à titre informatif, à 1 525 000 € HT soit 1 830 000 € TTC.

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit **3 fois** pour la même durée de **12 mois** sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder **48 mois**.

La reconduction est tacite. L'attributaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, l'attributaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

7.1 Modalités relatives aux prestations à bons de commande

L'ACOSS peut émettre un bon de commande pour les prestations visées à l'article 4.2.1 au CCTP du présent accord-cadre – « 4.2.1 *Les prestations relatives à la conception de l'événement* ».

L'ACOSS émet auprès du titulaire au fur et à mesure de ses besoins des commandes par référence aux prestations susvisés.

L'ACOSS adresse les bons de commandes au titulaire soit par télécopie, soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- un numéro d'ordre ;
- la référence à l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
- les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande sont signés par le Directeur de l'ACOSS ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'ACOSS doivent être conformes aux délais éventuellement fixés par le titulaire dans l'offre jointe au présent accord-cadre qui constituent un engagement contractuel ou, à défaut, ceux précisés dans le C.C.T.P.

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'ACOSS dans les conditions des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

7.2 Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Le titulaire peut compléter son offre sans toutefois entraîner des modifications substantielles de l'accord cadre.

Les marchés subséquents peuvent prendre la forme d'accords-cadres à bons de commande ou de marchés forfaitaires.

Les marchés subséquents sont **des marchés à prix mixtes donc à prix unitaires et forfaitaires, ou uniquement à prix forfaitaire.**

Les caractéristiques tenant aux éventuels montants maximum et minimum des marchés subséquents sont fixés dans chacun des marchés subséquents.

Les marchés subséquents, passés sur le fondement de l'accord-cadre sont notifiés au titulaire par l'ACOSS pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre. Ils prendront effet à compter de cette notification par l'ACOSS au titulaire pour une durée s'achevant au plus tard à la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La durée est fixée dans chacun des marchés subséquents.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, il ne peut plus être notifié au titulaire de marchés sur le fondement de cet accord-cadre. Les marchés déjà notifiés prennent fin à la même date que l'accord-cadre. Cependant, le titulaire est tenu à la bonne exécution des prestations commandées antérieurement à la date de résiliation.

7.3 Dérogation au principe d'exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de cet accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total annuel estimé de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 – PRESTATION SIMILAIRE

L'acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un nouvel accord-cadre pour objet de réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 9 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les opérations de vérification et de réception des prestations sont effectuées par l'ACOSS ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 à 31 du CCAG -FCS.

Tous les documents remis par le Titulaire à l'ACOSS sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

ARTICLE 10 – PROLONGATION, MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET D'EXECUTION

10.1 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

L'ACOSS peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les

délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l'ACOSS, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Conformément à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de 15 jour ouvré à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'ACOSS notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

10.2 – MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCE(S) EXCEPTIONNELLE(S)

Lorsqu'il est fait usage de prérogatives prévues par la loi tendant à reconnaître l'existence de circonstances exceptionnelles ou à mettre en œuvre des mesures temporaires tendant à faire face à de telles circonstances et que ces circonstances affectent les modalités de passation ou les conditions d'exécution d'un marché public, un décret peut prévoir l'application de l'ensemble ou de certaines des mesures aux marchés publics en cours d'exécution, en cours de passation ou dont la procédure de passation n'est pas encore engagée.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'ACOSS dans les conditions définies ci-dessous.

11.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur. A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

11.1.2 – Obligation de confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

11.1.3 – Interlocuteurs techniques

11-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ACOSS tout au long de la durée de l'accord-cadre.

11-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

11-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur unique et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai d'un mois indiqué ci-dessus, l'ACOSS se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues ci-dessous dans le présent CCAP.

11.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

11.1.5 – Protection du système d'information

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'ACOSS (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'ACOSS. Les documents applicables au sein de l'ACOSS sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'ACOSS ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS).

Par ailleurs, le titulaire et ses sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;

- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- Le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- La tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- L'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

11.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS

11.2.1 – Information

L'ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le marché subséquent.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un marché subséquent liée à un manque de diligence de l'ACOSS.

11.2.2 – Obligation de confidentialité

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 11.1.2 ci-dessus, l'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent marché. Ainsi, l'ACOSS, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée du marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'ACOSS, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : ACOSS, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019..

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

Par ailleurs, les stipulations applicables au Titulaire en sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) sont détaillées à l'annexe « Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel ».

ARTICLE 13 – CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

13.1 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale, l'ACOSS - l'Urssaf Caisse Nationale souhaite que l'exécution des prestations prenne en compte les préoccupations environnementales. A ce titre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre, tout au long de l'exécution du marché, des pratiques respectueuses de l'environnement.

Les engagements suivants sont attendus du titulaire :

1. Réduction de l'empreinte carbone des prestations
 - Privilégier des lieux accessibles en transports en commun
 - Limiter les déplacements du personnel du titulaire en regroupant les interventions ou en recourant à la visioconférence lorsque cela est possible.
 - Favoriser des prestataires ou partenaires (traiteurs, imprimeurs, logisticiens, hébergeurs) ayant une politique RSO ou un écolabel reconnu.
2. Réduction et gestion des déchets
 - Bannir l'utilisation des plastiques à usage unique et substituer par des solutions réutilisables, recyclées ou recyclables
 - Bannir les impressions papier et privilégier des supports numériques ou, le cas échéant, du papier recyclé et certifié FSC/PEFC.
 - Mettre en place un dispositif de tri sélectif et valorisation des déchets sur chaque événement, en lien avec le lieu d'accueil.
3. Restauration durable et responsable
 - Proposer systématiquement une offre de restauration intégrant des produits issus de circuits courts, de l'agriculture biologique ou labellisés.
 - Proposer une offre de restauration à 50% végétarienne de qualité à chaque repas.
 - Adapter les quantités pour limiter le gaspillage alimentaire et prévoir des solutions de redistribution des surplus (ex : dons à des associations locales).
4. Contrôle et justification
 - Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander tout justificatif (factures fournisseurs, labels, certificats, photos, attestations) permettant de vérifier la conformité des engagements pris.
 - En cas de non-respect répété de ces engagements, des pénalités contractuelles pourront être appliquées conformément aux stipulations du CCAP.

Le titulaire devra, sur demande du pouvoir adjudicateur, fournir tout document ou justificatif attestant de ses engagements en matière environnementale dans le cadre du marché.

ARTICLE 14 – SUIVI ET CONTROLE DU MARCHÉ PUBLIC

Pour chaque bon de commande et marché subséquent, l'ACOSS procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'ACOSS peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'ACOSS doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'ACOSS a libre accès aux locaux de ces derniers.

ARTICLE 15 – PENALITE DE RETARD

15.1 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque la date butoir pour la remise du dernier livrable ou l'exécution d'une prestation fixée dans le marché subséquent, ou la remise de la fiche qualité conformément à l'article _8 du CCTP, est dépassée, pour une cause imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **150 €** par jour ouvré de retard.

En cas de non-respect de la date butoir fixée dans le marché subséquent (éventuellement prolongée en application de l'article 7 du présent CCAP), la présente pénalité s'appliquera entre lesdites dates fixées dans le marché subséquent et la date de réception des prestations prise par l'ACOSS. Les délais de vérifications incombant à l'ACOSS seront décomptés pour le calcul de cette pénalité.

15.2 – NON-REMPLACEMENT DE L'INTERLOCUTEUR UNIQUE ET/OU DE L'UN DES MEMBRES DE L'EQUIPE DU TITULAIRE

Lorsque le titulaire ne procède pas au remplacement de l'interlocuteur unique et/ou de l'un des membres de l'équipe du titulaire, en cas d'absence de ceux-ci ou de récusation de ces derniers par l'ACOSS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **500 €** par jour ouvré d'absence de ces derniers.

15.3 – PENALITES EN CAS D'AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Si l'ACOSS prend une décision d'ajournement des prestations, celle-ci peut décider d'appliquer au titulaire, une pénalité d'un montant forfaitaire de **500 €** par jour ouvré entre la date de l'ajournement et la réception définitive des prestations.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date de la décision d'ajournement et la date de la décision de réception du livrable ou de la prestation à réaliser.

15.4 – RETARD IMPUTABLE A L'ACOSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- Indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- Définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

15.5 – NON REMISE D'OFFRE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire ne remet pas son offre dans le cadre d'un marché subséquent ou d'une demande de devis adressée dans les conditions fixées par l'accord-cadre, et sans justification dûment acceptée par l'ACOSS, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 € par absence de remise d'offre.

En cas de manquement répétés, définis comme trois absences de remise d'offre consécutives, l'ACOSS se réserve le droit, après mise en demeure restée infructueuse, de prononcer la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 16 – PRIX DES PRESTATIONS

16.1 – PRIX DE REGLEMENT

Les prestations sont réglées par application du prix tel que fixé dans le cadre de réponse financier et/ou les marchés subséquents. **Ce prix ne peut pas excéder les prix plafonds définis dans le cadre de réponse financier annexé aux pièces contractuelles de l'accord-cadre.**

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

16.2 – REVISION DES PRIX

Les prix issus des marchés subséquents sont fermes pour la durée du marché subséquent.

Si la durée du marché subséquent est supérieure à un an, les prix du marché subséquent sont révisés à chaque date anniversaire de sa notification dans les conditions définies ci-dessous.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres : décembre 2025.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante : **$P = Po [0,20 + (0,80 S / So)]$**

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix indiqué dans le cadre de réponse financier

S = indice FMBD823000 - **Organisation de salons professionnels et congrès** du mois au cours duquel la révision sera appliquée, publié dans par l'INSEE (code 001664544 – CPF82.30).

So = indice FMBD823000 - **Organisation de salons professionnels et congrès** du mois de la remise des offres, publié par l'INSEE (code 001664544 – CPF82.30).

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix plafonds sont révisés à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre dans les conditions définies ci-dessus.

16.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l'accord-cadre.

ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER

17.1 – Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

17.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

17.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'ACOSS dans les conditions définies plus haut.

17.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l'original, au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- La référence de l'accord-cadre, du bon de commande et du numéro de marché subséquent ;
- L'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

L'entreprises titulaire ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, **auront l'obligation d'adresser à l'ACOSS leurs factures par voie électronique**, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'ACOSS.

Le comptable assignataire des paiements est Madame la Directrice Comptable et Financière de l'ACOSS.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seule habilité à présenter à l'ACOSS la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

L'entreprise titulaire ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l'obligation d'adresser à l'ACOSS leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

17.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

17.6 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution des marchés subséquents.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 21 – RESILIATION

21.1 – RESILIATION UNILATERALE

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'ACOSS peut dans ce cas, ne pas être motivée et stipule la date à laquelle elle devient effective.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS sus-visé.

21.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 11.2.2 du présent CCAP ;
2. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l'article 12 du présent CCAP ;

3. En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à la clause de développement durable, tel que prévu à l'article 13 du présent CCAP ;
4. En cas de décision de refus de l'ACOSS des prix ajustés visés à l'article 16 du présent CCAP ;
5. En cas de révision de prix excédant le seuil fixé à l'article 16.2 du présent CCAP ;
6. en cas de décision de rejet par l'ACOSS, tel que prévu à l'article 10 du présent CCAP ;

L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'ACOSS, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des produits/prestations défaillants par des produits/prestations au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les produits définitifs ou les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 22 – LITIGES

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

ARTICLE 23 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation de l'accord-cadre, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 24 – CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il pourra être nécessaire d'augmenter le montant maximum initial en raison de l'incertitude sur les prévisions de consommation et d'événements imprévus nécessitant l'organisation de manifestations supplémentaires.

Ainsi, si des circonstances exceptionnelles ou des besoins non anticipés, tels qu'une évolution dans la gouvernance (notamment un changement de gouvernance) ou l'ajout de profils dans les annexes financières, se présentent, et conformément à l'article R.2194-1 du code de commande publique, le montant maximum de l'accord-cadre pourra faire l'objet d'une augmentation.

Cette clause pourra être déclenchée lorsque le montant consommée aura atteint 80% du montant maximum de l'accord-cadre. L'application de cette modification donnera lieu à la prise d'un avenant motivé et signé dans les conditions prévues par l'article L. 2194-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article **R.2194-1** du Code de la commande publique, toute modification de ce type ne pourra intervenir que par la conclusion d'un avenant, signé par les deux parties. Cet avenant devra être dûment motivé par une décision de l'ACOSS justifiant le recours à la clause de réexamen, tant au regard des besoins exprimés que des règles applicables en matière de commande publique.

La mise en œuvre de cette clause n'autorise en aucun cas une modification substantielle de l'objet du marché.

ARTICLE 25 – <AU C.C.A.G /FCS

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.